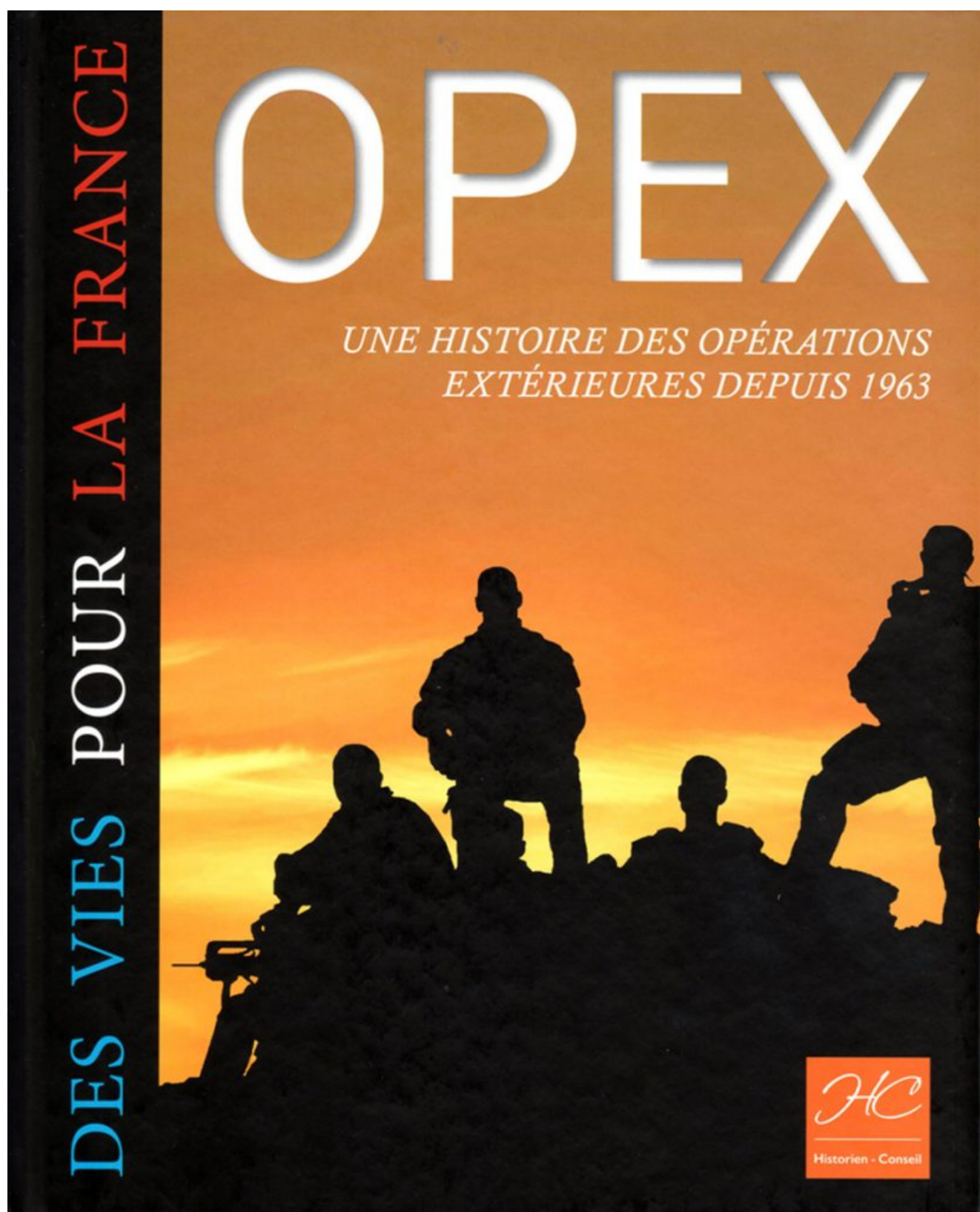


Opex, des vies pour la France



L'indépendance de la France et sa liberté d'action nécessitent souvent des opérations extérieures (Opex), où de nombreux soldats projetés y ont laissé la vie pour les défendre.

L'Anopex (Association nationale des participants aux opérations extérieures) leur rend hommage par cet ouvrage, qui explique en détail les différentes Opex engagées de 1963 à 2019. La politique étrangère de la France, à savoir son rôle mondial pour prévenir les conflits ou les circonscrire rapidement, est caractérisée par le général Charles de Gaulle dès novembre 1945 : la diplomatie l'exprime, l'armée la soutient et la police la couvre. En conséquence, la protection du territoire national, métropole et outre-mer, et des axes de communications maritimes et aériens ainsi que la défense des intérêts français dans le monde requièrent une projection de forces. Président de la République (1958-1969), il renforce cette indépendance diplomatique par une dissuasion nucléaire autonome et la sortie du commandement militaire intégré de l'OTAN (1966). Le Livre blanc de la défense, publié en 1972 durant le mandat de son successeur, Georges Pompidou (1969-1974), présente la théorie des trois cercles. Le premier concerne le territoire national, protégé par la dissuasion nucléaire et les forces de défense opérationnelle du territoire. Le deuxième s'étend au glacis européen face au bloc soviétique. Le troisième englobe les départements et territoires d'outre-mer, dont le Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique et le Centre spatial guyanais, les forces pré-positionnées en Afrique, chez les Etats signataires d'accords de défense, et le libre passage sur les voies maritimes mondiales. Sous Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), la politique internationale et de défense reste liée aux approvisionnements pétroliers des Proche et Moyen-Orient, accompagnés de ventes d'armes et de fourniture de matériel nucléaire, la France n'ayant pas encore adhéré au traité de 1968 sur la non-prolifération. En outre, des militaires français participent, sous casque bleu, à la Force intérimaire des nations unies au Liban (1978-1979). François Mitterrand (1981-1995) crée la Brigade franco-allemande et se prononce pour le déploiement des euromissiles en Allemagne de l'Ouest face aux SS 20 soviétiques jusqu'à la dissolution du Pacte de Varsovie (1991). Une division française participe à la guerre de libération du Koweït sous l'égide de l'ONU (1990-1991). Le retour d'expérience conduit à la réorganisation du renseignement militaire avec une dimension spatiale, qui renforce l'autonomie d'appréciation stratégique. La participation française au conflit des Balkans en 1993, sous drapeau de l'ONU, se poursuit jusqu'à l'élection de Jacques Chirac (1995-2007). Ce dernier engage un contingent français en Afghanistan (2002-2014) au sein la Force internationale d'assistance et de sécurité, sous commandement OTAN et décision de l'ONU, au nom de la lutte contre le terrorisme. Partisan du multilatéralisme, il refuse de suivre l'offensive anglo-saxonne en Irak (2003) sans mandat de l'ONU. Nicolas Sarkozy (2007-2012) crée

le Conseil de défense et de sécurité nationale, qui définit les priorités en matière de renseignement, contre-terrorisme, programmation militaire, dissuasion et Opex. En 2009, la France réintègre le commandement militaire intégré de l'OTAN, pour peser sur son avenir et sur ses décisions en matière d'Opex. Toutefois, elle conserve l'autonomie de sa dissuasion nucléaire.

Loïc Salmon

« Opex, des vies pour la France », ouvrage collectif. Editions Historien-Conseil, 456 pages, 38 €.

Défense : la mort, au cœur de la singularité militaire

Engagés pour la France, opérations extérieures 1978-2018

Chefs d'Etat en guerre